

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 15 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMICTOM SE**

28 rue Pierre et Marie Curie  
35500 Vitré

Code AIOT : 0005515517

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement SMICTOM SE implanté ZA de la Chauvelière Rue Louis Blériot 35150 Janzé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection est consécutive à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 /11/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMICTOM SE
- ZA de la Chauvelière Rue Louis Blériot 35150 Janzé
- Code AIOT : 0005515517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/11/2023

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture	AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	Distance d'effets	AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 2	Levée de mise en demeure
3	Rétention	AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 2	Levée de mise en demeure
4	Analyses d'eau	AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en considération les non-conformités relevées par l'Inspection lors de la précédente visite. Les réparations ainsi que les dispositifs mis en place ne sont pas destinés à être pérennes et répondent aux exigences réglementaires le temps que la nouvelle déchetterie de JANZE soit opérationnelle (au cours du prochain semestre 2024).

Le pétitionnaire a effectué les contrôles d'eaux de cette installation et a mis en place un appel d'offre sur l'ensemble de ces déchetteries afin d'effectuer a minima un contrôle annuel de ces effluents, conformément à la réglementation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> - Article 15 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réparé la clôture et a installé des grilles d'une hauteur de 1,70 m au niveau de la plateforme de végétaux permettant de limiter les intrusions non autorisées. Il a également fait réaliser des travaux de maçonnerie au niveau du muret afin de sécuriser son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Distance d'effets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance d'effets
<b>Prescription contrôlée :</b> - Article 5 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m <sup>2</sup> ) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
<b>Constats :</b>  L'activité de broyage de végétaux n'est plus réalisée sur cette installation, seul l'entreposage de ce type de déchets a été maintenu. Les déchets verts sont évacués vers une autre déchetterie du SMICTOM Sud Est, pour être broyés dans le respect des prescriptions environnementales encadrant cette activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> - Article 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 IV.-Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
<b>Constats :</b>  Afin de confiner les eaux susceptibles d'être contaminées lors d'un incendie, l'exploitant a acquis un kit de confinement (voir photos). Celui-ci est équipé d'une bordure amovible adhésive d'une longueur de 3 mètres ainsi que d'un bouchon obturateur à destination du regard d'évacuation des eaux pluviales. En cas d'incendie, le regard situé sur le point bas de cette installation est bloqué par le bouchon obturateur. La bordure amovible est déroulée autour de la zone rétention des eaux d'extinction. Les agents de la déchetterie ont été formés à la mise en place de ce nouveau dispositif en cas de sinistre. Ce système de rétention amovible sera utilisé jusqu'à la mise en service de la future déchetterie de Janze.  La capacité de rétention suite à la mise en place d'un tel dispositif ne permet en aucune façon de confiner 120 m <sup>3</sup> (qui correspond à un débit de 60 m <sup>3</sup> /h pendant deux heures). Toutefois, compte tenu que l'activité de broyage ne s'exerce plus sur cette installation et que le risque d'incendie paraît être limité à la plateforme de végétaux ou aux bennes de stockage, le volume d'extinction pour lutter contre un incendie sera bien inférieur aux 120 m <sup>3</sup> préconisés. L'Inspection considère que le système de rétention, en tenant compte également du fait que la nouvelle déchetterie sera prochainement mise en service, peut être suffisant pour confiner les eaux d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 4 : Analyses d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> - Article 38 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Une première analyse des eaux rejetées a été effectuée le 11/07/2023, cependant il s'avérait que les résultats n'étaient pas conformes aux prescriptions réglementaires notamment en matière d'hydrocarbures. Suite à ces résultats, l'exploitant a fait réaliser, par le même prestataire, une nouvelle analyse le 17/01/2024. Les résultats sont conformes aux prescriptions réglementaires pour l'ensemble des paramètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## Planche photos



Bordure amovible adhésive du kit de confinement

Point bas de l'installation où pourrait être déployé le kit de confinement



Bouchon obturateur du kit de confinement à destination du regard d'évacuation des eaux pluviales du point bas



Plateforme de stockage de végétaux destiné uniquement à l'entreposage de déchets verts

Clôture remplaçant celle qui a été vandalisée et limitant les intrusion dans la déchetterie



Mise en place d'un muret permettant de consolider les panneaux extérieurs limitant les intrusions